

Cote du document: EB 2013/LOT/G.16  
Date: 8 novembre 2013  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI – APRACA**

### **Note pour les représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Sana F. K. Jatta**  
Chargé de programme de pays  
téléphone: +39 06 5459 2446  
courriel: s.jatta@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre McGrenra**  
Chef du Bureau des organes  
directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: **Approbation**

## **Table des matières**

<b>Recommandation d'approbation</b>	<b>1</b>
<b>Première partie – Introduction</b>	<b>1</b>
<b>Deuxième partie – Recommandation</b>	<b>2</b>

### **Annexe**

Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique (APRACA): Projet visant à documenter les meilleures pratiques mondiales en matière de modèles durables de services financiers en faveur des pauvres dans les pays en développement	3
---	---

## Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), telle qu'elle figure au paragraphe 7.

### **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI: APRACA**

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 1 100 000 USD.

#### **I. Première partie – Introduction**

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui au programme de recherche et de formation mené par l'Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique (APRACA).
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:
 

Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique (APRACA): Projet visant à documenter les meilleures pratiques mondiales en matière de modèles durables de services financiers en faveur des pauvres dans les pays en développement
3. Les objectifs et la teneur de ce programme de recherche appliquée sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du Fonds ainsi qu'à la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la Politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. La politique vise l'obtention des résultats ci-après: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
6. Le projet proposé est conforme à l'objectif et aux résultats escomptés de la politique révisée du FIDA en matière de dons. Son objectif est de réduire la pauvreté rurale et d'améliorer la sécurité alimentaire des communautés rurales durablement, dans la région Asie et Pacifique. Le projet vise à aider les prestataires de services financiers en milieu rural et les gouvernements à offrir des services financiers de manière durable, grâce à l'application des meilleures pratiques adaptées à leurs contextes particuliers.

Plus spécifiquement, les objectifs immédiats du projet sont d'identifier, d'étudier, d'examiner de façon critique et de mettre à l'essai certaines pratiques qui pourront être reproduites et appliquées avec succès à plus grande échelle par le FIDA et d'autres institutions.

## **II. Deuxième partie – Recommandation**

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet visant à documenter les meilleures pratiques mondiales en matière de modèles durables de services financiers en faveur des pauvres dans les pays en développement, accordera un don ne dépassant pas un million cent mille dollars des États-Unis (1 100 000 USD) à l'Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique, à l'appui d'un projet de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# **Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique (APRACA): Projet visant à documenter les meilleures pratiques mondiales en matière de modèles durables de services financiers en faveur des pauvres dans les pays en développement**

## **I. Contexte**

1. Il est largement reconnu que l'absence d'accès aux services financiers est un obstacle majeur à la sortie de la pauvreté des petits exploitants ruraux. Sans accès au financement, les agriculteurs pauvres ne peuvent pas acheter les intrants nécessaires pour accroître leur production et augmenter leurs revenus. En outre, dans les pays en développement, le secteur rural et le secteur agricole ont été freinés par la faible disponibilité du crédit, ralentissant ainsi le développement économique général. Or, la capacité des gouvernements et des institutions de financement rural à fournir des services de manière durable s'est avérée insuffisante. De nombreux gouvernements sont frustrés par l'impact limité que leurs efforts de financement ont sur les populations rurales pauvres.
2. Nombre des raisons de cette absence de succès sont connues. La prestation de services financiers à petite échelle est particulièrement difficile dans les zones rurales où les coûts de transaction augmentent de façon exponentielle du fait des faibles densités de population et de l'insuffisance d'infrastructures. En outre, le manque de garanties et les risques associés à l'agriculture paysanne (catastrophes naturelles, volatilité des prix, etc.) découragent les fournisseurs de crédit. Ainsi, le financement agricole apparaît comme risqué pour de nombreux acteurs. C'est pourquoi, bien que de nombreuses institutions financières disposent de liquidités suffisantes, elles sont souvent réticentes à accorder des crédits aux petits agriculteurs.
3. Il ressort cependant de l'expérience acquise par le FIDA que le financement agricole, tout comme le financement rural, offre de bonnes possibilités de rentabilité. Avec les ressources et les opportunités adéquates, les approches et les modèles opérationnels novateurs ont de grandes chances de parvenir à libérer les petits agriculteurs de la pauvreté. En outre, le FIDA est largement reconnu pour avoir investi stratégiquement dans le soutien de ces nouvelles approches, et il est donc souvent sollicité, comme cela a été le cas pour le projet proposé, afin de soutenir des innovations visant à améliorer les services financiers ruraux pour les ruraux pauvres.

## **II. Justification et pertinence pour le FIDA**

4. Le don répond aux objectifs stratégiques de la politique du FIDA en matière de dons car il favorise, au profit des pauvres, la recherche de solutions innovantes permettant d'accroître l'impact des projets financés par le FIDA, et il renforce les capacités d'action en faveur des pauvres des institutions partenaires. Il est également conforme à l'objectif du FIDA visant à donner aux populations rurales la possibilité d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire. En outre, il contribue à la réalisation du plan de travail stratégique de la Division Asie et Pacifique, en soutenant l'un des domaines prioritaires, à savoir le renforcement de la capacité des institutions financières à fournir des services aux populations rurales pauvres.
5. Le projet fait fond sur le partenariat fructueux qui lie le FIDA et l'Association de crédit agricole et rural pour l'Asie et le Pacifique (APRACA). Ces deux institutions ont travaillé en étroite collaboration dans le cadre du Programme FIDA-APRACA,

désormais achevé, destiné à accélérer l'autonomisation financière des communautés rurales pauvres dans la région Asie et Pacifique grâce à des innovations en matière de finance rurale (2007-2011). Ce programme visait à promouvoir un cadre politique et réglementaire de financement rural sans exclusive. Dans le cadre de ce programme, de nouveaux produits et services financiers ont été conçus, testés et reproduits. Le projet FIDA-APRACA, actuellement en cours, destiné à faciliter l'accès des ruraux pauvres à des services financiers durables par le biais de la concertation sur les politiques, du renforcement des capacités et du partage des savoirs en matière de finance rurale (2012-2015) (le "projet Finservaccess"), couvre quatre pays: le Bangladesh, le Cambodge, le Népal et le Myanmar. Ses objectifs sont les suivants: favoriser un cadre de finance rurale porteur au profit des pauvres; promouvoir la reproduction des meilleures pratiques en matière de finance rurale; renforcer les capacités des membres de l'APRACA; et accroître le partage des savoirs entre eux.

6. L'APRACA dispose d'un bon réseau d'intervenants dans 21 pays, ce qui permettra d'effectuer une vaste comparaison des différentes approches et de leur adaptation/reproduction dans les différents pays. En outre, les membres de l'APRACA joueront un rôle fondamental dans la mise en place d'un groupe de travail national constitué des parties prenantes. Ces groupes mobiliseront l'assistance de leurs membres en vue de tirer mutuellement profit du renforcement des capacités et de l'harmonisation des politiques.

### III. Le projet proposé

7. L'**objectif général** du projet est de réduire la pauvreté rurale et d'améliorer la sécurité alimentaire des communautés rurales, durablement, dans la région Asie et Pacifique. Le projet vise à aider les prestataires de services financiers en milieu rural et les gouvernements à offrir des services financiers de manière durable, grâce à l'application de meilleures pratiques adaptées à leurs contextes particuliers. Plus spécifiquement, les objectifs immédiats du projet sont d'identifier, d'étudier, d'examiner de façon critique et de mettre à l'essai certaines pratiques qui pourront être reproduites et appliquées avec succès à plus grande échelle. Le projet visera à réaliser les objectifs fondamentaux suivants: identification des meilleures pratiques mondiales dans les thèmes retenus et évaluation de celles-ci en termes de pertinence pour la région Asie et Pacifique; mise en place de projets pilotes afin de tester l'efficacité des meilleures pratiques en vue d'une reproduction à plus grande échelle; élaboration d'une structure systématique pour faciliter la concertation entre les décideurs politiques sur la promotion des meilleures pratiques en matière de prestation de services financiers aux populations rurales pauvres; et partage des meilleures pratiques par le biais d'ateliers, de conférences et de pôles de savoir.
8. Le groupe cible/les bénéficiaires finals seront les ménages ruraux pauvres. Ils tireront profit du renforcement et de l'élargissement de services financiers durables, d'une plus large gamme de services et de méthodologies plus innovantes et mieux adaptées pour assurer le financement rural. Feraient partie des bénéficiaires du projet les petits agriculteurs et les petites entreprises rurales, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. Les autres bénéficiaires comprendront des groupes d'entraide, des coopératives et des banques.
9. Le projet, qui sera mis en œuvre sur quatre ans, s'articulera en quatre composantes/phases: a) cartographie et détermination des meilleures pratiques mondiales en matière de financement rural; b) conception et exécution d'une activité pilote pour valider les meilleures pratiques dans les pays choisis; c) promotion des meilleures pratiques par le biais d'événements consacrés au partage des savoirs et de visites d'échange, de la sensibilisation et de la concertation sur les politiques; et d) consolidation des pôles de savoir existants ou création de nouveaux pôles.

10. L'approche du projet consistera à explorer les meilleures pratiques aux niveaux macro, méso et micro. Les activités seront axées sur la demande, et les thèmes seront sélectionnés lors d'un atelier de lancement. Tous les projets du FIDA dans les cinq pays cibles sélectionnés, à savoir la Chine, l'Inde, l'Indonésie, les Philippines et la Thaïlande, seront sollicités en vue de partager leurs connaissances et d'adapter les nouvelles recommandations en matière de meilleures pratiques. Les thèmes suivants peuvent être pris en considération: l'épargne; le crédit; les garanties; les structures et réglementations juridiques; les structures administratives et de gestion; les structures opérationnelles et de sensibilisation; la communication des données financières et de gestion; la finance islamique; et la gouvernance.
11. **Composante/phase 1.** Pour cartographier et déterminer les meilleures pratiques mondiales en matière de financement rural, il faudra: a) organiser un atelier de lancement pour présenter le projet aux parties prenantes et identifier des thèmes relatifs à la finance rurale; b) réaliser une étude documentaire approfondie à l'échelle mondiale de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation des meilleures pratiques relatives aux thèmes retenus; c) effectuer des recherches sur le terrain dans les pays sélectionnés; d) réaliser un examen et une analyse des divers types de services et des méthodologies de finance rurale permettant de fournir des services financiers aux populations rurales pauvres; et e) identifier les succès et les échecs en matière de finance rurale. Les activités seront menées dans les pays participants et s'étendront sur une période de six mois. Cette phase s'appuiera sur les résultats de l'examen à l'échelle mondiale. Dans chacun des pays participants, un organisme facilitateur sera choisi afin d'aider les équipes qui réaliseront les différentes activités. Ces équipes seront composées d'un consultant recruté au niveau international et d'un expert recruté localement.
12. **Composante/phase 2.** Cette phase durera 28 mois. Les activités suivantes se dérouleront dans seulement trois pays présélectionnés, à savoir la Chine, l'Indonésie et les Philippines. Sur la base des résultats de la phase 1, plusieurs meilleures pratiques relatives aux thèmes retenus seront sélectionnées à des fins de pilotage. Ces essais seront réalisés dans le cadre de projets financés par le FIDA ainsi que dans le cadre d'autres projets pertinents. Pendant ce temps, les experts et le chef de projet assureront le suivi/évaluation de la performance des projets pilotes en termes de pertinence par rapport aux conditions locales et de possibilité de reproduction à grande échelle. À l'issue de la phase pilote, un atelier de clôture sera organisé pour discuter des résultats, tirer des conclusions et faire des recommandations.
13. **Composante/phase 3.** Sur la base des résultats des études pilotes, les meilleures pratiques relatives aux thèmes retenus seront sélectionnées. À cette fin, une conférence régionale, soutenue par des publications (brochures et dépliants), un site Web et des CD/DVD, sera organisée pour annoncer les résultats de l'étude. Un accord sera également recherché sur la façon de continuer à promouvoir la diffusion des meilleures pratiques, à travers la création d'un pôle de savoir ou le renforcement des pôles existants. Cette phase s'étendra sur une période de quatre mois.
14. **Composante/phase 4.** Sur la base des résultats de la phase 3, et si recommandé lors de la conférence de clôture, des fonds seront accordés en vue de soutenir la gestion des savoirs durant huit mois supplémentaires. Cela permettra de diffuser plus largement les résultats obtenus grâce au don, et de suivre l'évolution des meilleures pratiques.
15. Durant toute la durée du projet, les intervenants collaboreront avec des partenaires dans les pays participants, et les propres réseaux de l'APRACA. Ces collaborations seront renforcées par des visites d'échange de représentants des pays participants. En vue d'améliorer les résultats et de renforcer l'impact du projet, celui-ci

collaborera également avec d'autres organisations internationales, y compris l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Agence allemande de coopération internationale et le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres. En outre, compte tenu de leur complémentarité, le projet et le projet Finservaccess, actuellement en cours, travailleront en étroite coordination afin de renforcer l'impact du FIDA, notamment grâce à l'élargissement de la couverture, de quatre à neuf pays cibles, et à la participation accrue des ministères en charge des finances, de l'agriculture et de la planification dans la concertation sur les politiques entre le FIDA et les membres de l'APRACA et d'autres acteurs non membres de l'APRACA dans les pays cibles.

#### **IV. Résultats et avantages escomptés**

16. Les résultats escomptés du projet sont les suivants: a) la documentation des meilleures pratiques en matière de finance rurale à l'échelle mondiale; b) une série d'ateliers/conférences qui examinent de façon critique ces meilleures pratiques et les diffusent; c) la mise à l'essai de certaines des meilleures pratiques; d) des recommandations visant à promouvoir, appliquer à plus grande échelle et reproduire les meilleures pratiques identifiées; et e) la publication du déroulement et des résultats des activités du projet.
17. Sur la base de ces résultats, les avantages escomptés sont les suivants: a) adoption de meilleures pratiques permettant d'améliorer les services financiers ruraux durables; b) prise en compte des résultats pour la conception d'interventions futures en matière de financement rural; c) renforcement du partage des savoirs sur les meilleures pratiques entre les divers acteurs; d) capacité accrue des gouvernements et des acteurs du secteur privé à formuler/mettre en œuvre des politiques et des pratiques de financement rural durables, reproductibles et utiles aux pauvres; et e) création d'un pôle de savoir ou renforcement des pôles existants, afin de poursuivre le soutien en faveur de l'identification, du perfectionnement et de la diffusion des meilleures pratiques.

#### **V. Modalités d'exécution**

18. L'APRACA sera responsable de l'exécution du projet. L'Association a été créée en 1977 et compte désormais 60 membres, principalement des banques centrales, des banques agricoles, des coopératives, des institutions de microfinance, des banques commerciales et des agences gouvernementales liées aux questions de financement agricole. Depuis 1995, l'APRACA a mis en œuvre trois projets régionaux financés par des dons du FIDA, dont un est toujours en cours. En outre, elle a mis en œuvre des projets pour l'Agence allemande de coopération internationale et l'Organisation internationale du Travail. Jusqu'à présent, le FIDA a jugé satisfaisante la performance de l'APRACA concernant les trois projets.
19. En tant que principal organisme d'exécution du projet, l'APRACA sera responsable de la supervision des activités du projet. Un directeur de projet, qui devra être recruté, sera chargé de la gestion et de la coordination quotidiennes. Les activités spécifiques dans les pays participants seront confiées à des experts compétents nationaux et internationaux. Un comité de pilotage, composé de représentants de l'APRACA et d'autres parties intéressées, assurera la direction générale pour la mise en œuvre du projet. La Division Asie et Pacifique supervisera et rendra compte de la mise en œuvre du projet par le biais de missions et de rapports de suivi réguliers. Les responsables des projets financés par le FIDA seront régulièrement consultés. Le projet sera mis en œuvre conformément aux procédures et directives de gestion financière du FIDA concernant la passation des marchés, les rapports financiers, l'audit et les exigences en matière de flux financiers. Pour renforcer la responsabilité financière, l'installation d'un système comptable est proposée comme condition pour le deuxième décaissement. Les décaissements seront effectués sur la base des plans de travail et budgets annuels, autorisés par le FIDA, avec la

présentation périodique d'états certifiés des dépenses. Dans les six mois suivant la fin de chaque exercice budgétaire, l'APRACA communiquera au Fonds une copie du rapport d'audit des états consolidés du projet.

## VI. Coût et financement indicatif du projet

20. Le coût estimatif du projet est de 1,5 million d'USD. Le projet sera cofinancé par un don du FIDA d'un montant de 1,1 million d'USD, avec des contributions parallèles des institutions financières participantes s'élevant au total à 356 000 USD, et des contributions en nature de l'APRACA à hauteur de 67 000 USD.

### Récapitulatif du budget et du plan de financement (en dollars des États-Unis)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Salaires et indemnités	200 000	
Consultants	444 000	
Ateliers	283 000	
Frais de voyage et indemnités	71 000	
Coûts de fonctionnement	11 000	
Frais généraux (8%)	91 000	
<b>Total</b>	<b>1 100 000</b>	<b>423 000*</b>

\* Cofinancement confirmé.

## Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Rural poverty and food security for rural communities in the Asia-Pacific region sustainably reduced, through rural finance providers and governments assisted in extending financial services on a sustainable basis using best practices suitable to their unique operating environments.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- The range and depth of best practices that are rated, approved and disseminated at the end of the grant project.</li> <li>- External funding provided by governments or the agencies to support the (or a) knowledge hub.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Results of the final conference under the project and a survey undertaken in phase 4.</li> <li>-Final supervision report.</li> </ul>	
<b>Objectives</b>	Best practices in rural finance that are appropriate to the Asia-Pacific region, are implementable and are considered useful by stakeholders, are identified, piloted and disseminated broadly	<ul style="list-style-type: none"> <li>-At least 1 best practice identified in each of 5 focus countries; and</li> <li>-At least 2 best practices in each of 3 focus countries are piloted and subsequently disseminated through workshops and other outlets.</li> </ul>	The results of the final conference.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Continued commitment of governments and key stakeholders</li> <li>-Conflicting needs of stakeholders does not disrupt common goals.</li> <li>-The most appropriate entity to effect change is selected.</li> </ul>
<b>Outputs</b>	A study of best practices, a series of workshops and conferences, recommendations for scaling up and replicating, and the creation, or strengthening, of a knowledge hub.	<ul style="list-style-type: none"> <li>-5 country reports on rural finance best practices and the lessons learnt;</li> <li>-2 workshop/conference publications identifying key best practices;</li> <li>-3 pilots conducted and reported.</li> </ul>	Progress reports, conference publications, the end of phase reports, the midterm review and the final supervision reports.	Progress reports, conference publications, the end of phase reports, the midterm review and the final supervision reports.
<b>Key Activities</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Inception workshop.</li> <li>-Phase 1, scoping and mapping.</li> <li>-Phase 2, pilot testing.</li> <li>-Phase 3, promotion of best practices.</li> <li>-Phase 4, establishment of a knowledge data base gathering centre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Studies in 5 focus countries, complemented with a global desk review conducted;</li> <li>-4 sequential workshops and conferences completed;</li> <li>-At least 3 pilot rural finance activities completed in 3 focus countries.</li> <li>-Recommendations for establishing, or strengthening, a knowledge hub on rural finance agreed and funded.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The end of phase reports, minutes of the various workshops and conferences.</li> <li>The mid- term review and the final supervision report.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Country attendees/implementers are appropriately selected for successful workshops and studies/reviews.</li> <li>-Close links between rural finance institutions and IFAD-supported projects are in place.</li> <li>-Stakeholders in the focus countries co-fund project activities and scale them up.</li> </ul>